

Grand débat : les principales mesures envisagées par Emmanuel Macron



RTL dévoile les grandes lignes de ce que le chef de l'État voulait annoncer lors de son allocution prévue lundi 15 avril.

Lundi 15 avril, Emmanuel Macron devait clore le "Grand débat". Son allocution télévisée a été annulée à cause de l'incendie de Notre-Dame de Paris. Si personne ne sait encore quand il prendra la parole, RTL pense connaître les grandes lignes de son discours.

Emmanuel Macron devrait demander aux Français de travailler davantage

"C'est d'abord sur le plan fiscal que le chef de l'État souhaite intervenir, avec une baisse d'impôts en faveur des classes moyennes", explique RTL. Et d'ajouter : "Pour financer cet effort, Emmanuel Macron a décidé de supprimer certaines niches fiscales". Selon la radio, le chef de l'État devrait surtout demander aux Français de travailler davantage. "Plusieurs hypothèses sont envisageables : moins de jours fériés, revenir sur la durée de travail hebdomadaire, retarder l'âge de départ à la retraite", croit savoir RTL.

Il devrait également annoncer la réindexation des retraites de moins de 2.000 euros sur l'inflation. La prime défiscalisée, versée à Noël par les entreprises, sera pérennisée. En revanche, Emmanuel Macron "ne reviendra pas sur la suppression de l'ISF", explique RTL. "Enfin, en réponse à l'injustice territoriale, le président a décidé de suspendre toutes les fermetures d'écoles et d'hôpitaux jusqu'à la fin du quinquennat", précise la radio.

Suppression de l'ENA

En outre, une instauration partielle du Référendum d'initiative citoyenne (RIC) réclamé par les "gilets jaunes" est prévue. Elle concernera uniquement les sujets locaux. "En revanche, le référendum d'initiative partagée qui figure déjà dans la constitution sera facilité. Il faudra moins de 4 millions et demi de signatures comme aujourd'hui", affirme RTL. Et de conclure : "L'autre annonce, très symbolique, censée répondre aux critiques des gilets jaunes sur l'élitisme à la française : la suppression de l'ENA, l'école de la haute administration".